

## REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN ARABIE SAOUDITE

# Une femme au gouvernement pour la première fois

**Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a procédé hier à un large remaniement ministériel, marqué par l'entrée pour la première fois d'une femme au gouvernement, mais aussi par des changements à la tête de la puissante police religieuse, de la justice et de la Banque centrale.**

En vertu du remaniement, le premier depuis l'accession du roi Abdallah au trône en 2005, le roi a nommé par décret de nouveaux ministres à la Justice, l'Education, l'Information et la Santé. Les changements n'ont pas touché les ministères de souveraineté (Défense, Intérieur, Affaires étrangères).

Ces mesures semblent s'inscrire dans le cadre d'un prudent processus de réformes mené sous la houlette du roi Abdallah qui avait initié en 2005, alors qu'il était encore prince héritier, les premières élections municipales partielles de l'histoire du royaume ultraconservateur.

Le gouvernement remanié était en place depuis février 2005 avant l'accession d'Abdallah au trône. Le ministère de la Justice a été confié à Mohamed al-Issa, celui de l'Education au prince Fayçal ben Abdallah ben

Mohamed, celui de l'Information à son ambassadeur à Beyrouth Abdel Aziz al-Khoja et celui de la Santé à Abdallah al-Rabia, selon la télévision d'Etat.

M<sup>me</sup> Noura al-Fayez a été nommée vice-ministre de l'Education, une première dans cette monarchie où la femme est interdite de travailler, voyager, se marier ou d'avoir accès aux services médicaux sans l'autorisation d'un membre masculin de la famille.

Des changements ont été également opérés à la tête des instances judiciaire, législative et économique du riche royaume pétrolier.

Le ministre sortant de la Justice, Abdallah ben Mohamed Al-Cheikh, a été nommé nouveau président du Majlis al-Choura, un conseil consultatif dont le nombre des membres a été porté de 120 à 170. Le président sortant du Majlis al-Choura, Saleh Ben



Un processus de réformes mené par le roi Abdallah.

Houmaid, a été nommé chef du Conseil supérieur de la magistrature, et un nouveau président de la Cour suprême a été désigné, cheikh Ibrahim al-Houkail. Le souverain a en outre limogé le chef de la police religieuse, la redoutable Commission pour la propagation de la vertu et la prévention du vice, cheikh Ibrahim al-Gheith, fonction confiée à Abdel Aziz al-

Houmain. La Commission des droits de l'Homme a également changé de président : Bandar al-Ibane remplace Turki al-Soudairi.

Le roi Abdallah a restructuré le Comité des grands oulémas d'Arabie saoudite, la plus haute autorité religieuse, dont il a porté le nombre de ses membres à 21, mais a maintenu son actuel président, le mufti Abdelaziz Al-Cheikh. Il a par ailleurs nommé

Mohammed al-Jasser nouveau gouverneur de la Banque centrale à la place de Hamad Saoud al-Sayyari.

M. Jasser était vice-gouverneur de l'Autorité monétaire saoudienne (SAMA).

L'Arabie saoudite, premier exportateur de brut au monde, a été confrontée comme les autres pays du Golfe aux effets de la crise financière mondiale et à la chute des prix du brut.

En adoptant fin décembre son budget prévisionnel 2009, le gouvernement avait assuré qu'il continuerait à financer des projets de plusieurs milliards de dollars en dépit d'un déficit projeté pour la première fois depuis 2002 en raison de la chute des prix du pétrole.

Les ONG ont été toujours virulentes à l'égard du royaume, épinglé pour le rythme élevé des exécutions et pour ses restrictions aux femmes. Pour ces ONG, la justice saoudienne basée sur le wahhabisme, une interprétation très rigide de l'islam, fixe peu de règles et donne aux juges religieux de larges prérogatives.

Photo : DR